

problèmes». Mais ils pourraient répondre: «La conscience, cela représente combien?»

Par contraste, le budget qui a amené le renversement du gouvernement progressiste conservateur et qui, à mon sens, a été au cœur de la campagne électorale proposait d'aider au titre des intérêts tous les propriétaires de maisons individuelles, et non seulement ceux qui étaient menacés de saisie. Et je n'ai pas de honte à dire que je trouve toujours l'idée fort intéressante. Pour assister les petits hommes d'affaires payant des intérêts, le budget progressiste conservateur proposait le lancement d'obligations de développement des petites entreprises. Cette mesure aurait réduit de moitié leurs charges d'intérêts. Je trouve toujours qu'il s'agit d'une idée excellente. Les agriculteurs auraient bénéficié d'une assistance fiscale—pour tenir compte en partie de ce que le plus souvent leur femme travaille dans la ferme—ainsi que d'un report d'impôt sur les gains en capital. Je continue de trouver que cela a du sens.

Cependant je dirai au gouvernement que même s'il ne veut pas adopter ces mesures conservatrices, que je trouve tout à fait raisonnables dans la conjoncture actuelle, est-ce qu'il ne pourrait pas étendre l'aide au titre des intérêts ne serait-ce qu'aux agriculteurs et aux petits hommes d'affaires et même à la rigueur en conservant la condition prévue pour les propriétaires de maisons individuelles, c'est-à-dire qu'ils soient au bord de la faillite ou de l'abandon. C'est bien là le moins qu'on puisse demander à mon sens à un gouvernement qui trouve les taux d'intérêt inacceptables. Ce ne serait après tout qu'une montagne accouchant d'une souris, mais dans les circonstances je ne songerais même pas à protester.

Il est encore plus significatif que le discours du trône ne se soit guère donné la peine de rassurer ceux qui désirent voir un peu d'ordre dans les finances publiques. Il y a ce passage:

Les Canadiens reconnaissent que le pays doit vivre selon ses moyens . . .

Je dis bravo, mais je demande au gouvernement s'il reconnaît, lui, que le pays doit vivre selon ses moyens. Le discours du trône n'est pas particulièrement rassurant. Il se résume plutôt à des velléités. Le gouvernement va réduire le déficit fédéral d'une façon progressive et ordonnée. Très bien, mais, ajoutez-il—et il s'agit là d'une restriction de taille—il le fera tout en gardant en tête d'autres objectifs comme réduire le chômage et favoriser la croissance industrielle.

Ce n'est pas dans ce discours qu'on verra le gouvernement admettre que les déficits budgétaires et l'énorme programme d'emprunt du gouvernement fédéral qu'ils entraînent, particulièrement au niveau des liquidités qui sont investies dans les obligations d'épargne du Canada ces temps-ci, restreignent les possibilités de création d'emploi dans le secteur privé et rendent les rares capitaux restant disponibles encore plus onéreux. Le discours ne précise pas que les déficits accrus empêchent de procéder à des réductions fiscales et chacun sait que les réductions fiscales, en particulier celles destinées aux contribuables ont des effets positifs sur l'emploi et sur la croissance industrielle.

Si le gouvernement souhaite vraiment une croissance accrue de l'économie et créer davantage d'emplois, c'est de toute façon le secteur privé qui le permettra et en particulier la petite entreprise. Quoi qu'il en dise, le gouvernement ne sera jamais capable d'y parvenir à lui tout seul.

A la lecture de ce suave discours du trône, on ne dirait pas que l'inflation ravage le pays. L'inflation ne semble pas constituer un problème pour les messieurs qui dirigent aujourd'hui nos affaires. Je n'ai en fait trouvé que deux allusions à l'inflation dans tout le discours. S'il y en a d'autres, j'aimerais les connaître, car je n'en ai trouvé que deux: une dans une ligne inutile traitant des influences économiques étrangères, l'autre dans un passage où il est question de la situation des personnes âgées. Nous savons toutefois que l'inflation est un problème qui touche tous les Canadiens. Je préviens l'administration que les gouvernements ne sont plus considérés comme un élément de la solution à l'inflation; ils sont plutôt vus comme faisant partie du problème de l'inflation, et les gens croient de moins en moins que les gouvernements puissent la contrôler, même s'ils savent qu'il est nécessaire d'en venir à bout pour ramener la stabilité et la sécurité dans la vie des gens. Toutefois, n'essayez pas de trouver quelque chose à ce propos dans le discours du trône.

● (1520)

S'il y avait un prophète en Israël, il prédirait à partir de ce discours que l'on ne peut prévoir que très peu d'amélioration dans l'état de nos finances nationales, si jamais il y en a, et qu'on ne peut pas prévoir non plus de véritables mesures anti-inflation. Il y aura une augmentation du déficit ou des impôts, ou peut-être des deux, et les recettes perdues par l'abandon de la taxe d'accise de 18c. sur l'essence seront compensées et plus que compensées par des augmentations d'impôt dans d'autres domaines. J'espère me tromper. J'espère que le gouvernement mettra de l'ordre dans ses finances, mais rien dans le discours du trône ne me laisse prévoir qu'il le fera.

Que l'on présente un budget au plus tôt. Le gouvernement a fait sa campagne électorale sur le budget du parti progressiste conservateur, donc il devrait certainement savoir ce qu'il aurait fait s'il avait été au pouvoir. Est-ce vraiment exagérer que de s'attendre à ce qu'il soit prêt maintenant à présenter ses propres propositions? Après tout, et je le dis avec un certain regret, ils n'ont pas vraiment été dans l'opposition assez longtemps pour avoir oublié les chiffres. Le ministre des Finances pourrait se dégager du vœu de silence qu'il s'est lui-même imposé, car le meilleur remède que je puisse préconiser pour stimuler la confiance du public, la croissance industrielle et l'accroissement du nombre d'emplois serait de mettre de l'ordre dans les finances du gouvernement fédéral et de le faire au plus tôt.

Ainsi donc, honorables sénateurs, vous m'avez patiemment écouté pendant trop longtemps. Il y a du bon dans le discours du trône, mais ses lacunes évidentes ne manqueront pas d'éveiller l'inquiétude et la crainte du public. Malgré toutes les belles paroles qu'on y trouve au sujet de l'unité, que ce soit intentionnel ou non, on semble affronter certaines régions du Canada comme si les mots réforme et négociation signifiaient en réalité confrontation et pression. Il me paraît bien évident à la lecture de ce discours que nous sommes revenus aux anciens jours du grand gouvernement, des gros déficits, d'un accroissement de l'inflation, des impôts et de l'administration bureaucratique de l'économie. Comme dans le passé, je crains que le public soit de nouveau insatisfait.

A mon avis, honorables sénateurs, un gouvernement aussi étroitement lié à ses actions passées et aussi éloigné de certains éléments importants de la vie canadienne et des besoins des